

# Qui empêchera la population chinoise de s'inviter à la table des protéines animales ? Qui invitera l'Afrique ?

## État des lieux

Ce n'est pas faire preuve d'une grande originalité que de rappeler l'extrême inégalité dans le monde.

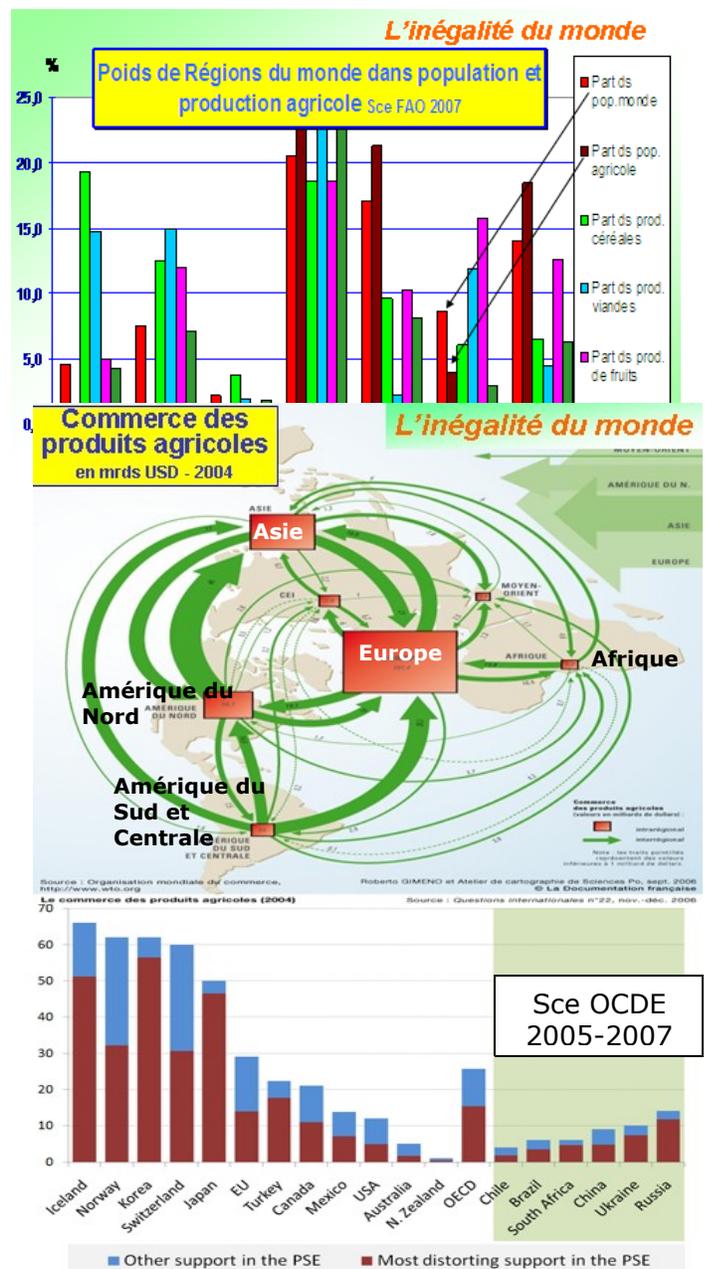
Inégalités générales entre états en termes de puissance économique, de revenus, de pouvoir d'influence dans les institutions internationales. Inégalités croissantes internes aux états, entre groupes sociaux et souvent entre urbains et ruraux (Rapport de la Banque Mondiale sur le Développement - 2008).

Inégalités de dotations de ressources « agronomiques » et d'accès à ces ressources, de disponibilités alimentaires et d'accès à ces disponibilités, de capitaux, de productivités du travail agricoles, de présence sur les marchés mondiaux de produits agricoles, de capacité de soutien à l'agriculture.

Traduction concrète : 1 milliard d'hommes ont faim, 2 milliards sont mal nourris (FAO).

Physiquement, les marchés peuvent constituer une réponse à cette situation en assurant le transfert des zones excédentaires vers les zones déficitaires en produits alimentaires. Ils le font d'ailleurs entre économies développées, entre pays développés et pays émergents (Amérique du Nord - Asie), entre pays émergents (Brésil - Asie). Ils ne peuvent le faire des pays développés et émergents vers les pays pauvres, dont certains ne peuvent trouver une place dans une « division internationale du travail équitable », et d'autres ne parviennent pas en raison de mauvaise gestion interne à ce que leurs ressources naturelles (pétrole, minerais ...) bénéficient à un développement équilibré.

C'est donc moins la quantité disponible qui est en cause, que la combinaison entre sa répartition inégale sur la planète et la difficulté d'accès de nombreuses populations aux quantités produites.

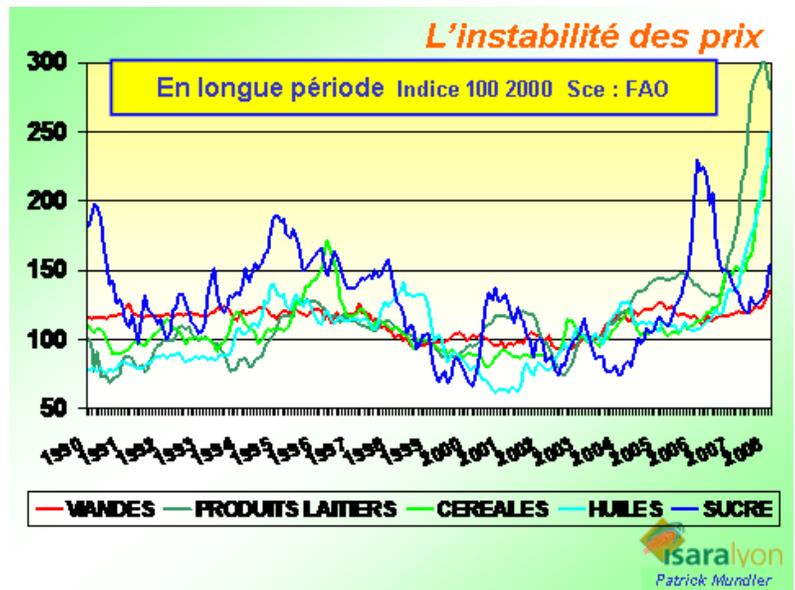


## Produire et vendre

La production agricole peut évidemment être autoconsommée, c'est même l'origine de l'agriculture.

La croissance de l'urbanisation partout dans le monde impose de plus en plus vendue, dans le même territoire ou bien à l'exportation. De nouveau les marchés : on ne connaît pas d'autre manière d'échanger des produits et des services que le troc et le marché. D'une manière générale - c'est connu et expliqué depuis longtemps - en l'absence d'interventions régulatrices, les marchés agricoles enregistrent de fortes fluctuations de prix. C'est à cela qu'a remédié la Politique Agricole Commune européenne des débuts en déterminant pour les produits de base de l'alimentation une fourchette de fluctuation, en garantissant un prix minimal et en usant du stockage/déstockage pour éviter des variations trop importantes. Il s'agissait à la fois de stimuler la production en offrant une prédictibilité des prix aux producteurs, et de limiter les hausses préjudiciables aux consommateurs (notamment les plus pauvres). Ce n'était possible qu'en déconnectant le marché intérieur du marché mondial.

Aucune intervention de ce type n'existe au niveau international. Les quelques tentatives faites dans le passé (Stabex) n'ont guère été couronnées de succès. L'affaiblissement régulier de tels instruments en Europe depuis la décennie 90, tout comme de l'affaiblissement de la protection aux frontières, reconnecte les prix européens sur les fluctuations du marché mondial et on a pu en constater les effets tout récemment : hausses spectaculaires en 2007 - 2008, effondrement de certains prix, dont celui du lait par exemple en ce moment.



La volatilité des prix n'est évidemment pas favorable à un effort de confortement des appareils de production et donc à la croissance de la production. Elle n'est pas favorable non plus à la paix sociale comme en témoignent les émeutes de la faim de 2007-2008.

## Croissance des besoins

La croissance démographique se poursuivra pendant quelques décennies. Des fractions importantes de la population voient leur pouvoir d'achat augmenter et modifient leur consommation alimentaire : elles se nourrissent mieux, consomment plus de végétaux et surtout plus de produits animaux, c'est-à-dire encore plus de végétaux. On peut certes envisager la promotion d'une alimentation moins riche, mais qui empêchera les 300 millions de chinois aisés - bientôt plus peut-être - de s'inviter à la table des produits animaux ?

La plupart des experts s'accordent sur un doublement des besoins alimentaires d'ici 2050 par rapport aux années 2000, mais inégalement réparti (multiplication par 5 en Afrique, par 2,3 en Asie, 1,9 en Amérique latine, si chaque pays en situation de sous-alimentation rejoignait le régime alimentaire médian - Michel Griffon 2007)

50 % de la production brésilienne de canne à sucre, 30 % de la surface de maïs aux USA servent à produire de l'éthanol-carburant. Ces nouveaux usages énergétiques des produits agricoles - stimulés par des interventions publiques en Europe, aux USA, au Brésil - accroissent la demande et sont susceptibles d'amplifier la volatilité des prix. On ne peut pas exclure des progrès technologiques : agrocarburants de 2ème génération à partir de l'utilisation d'autres végétaux que les végétaux alimentaires. On n'aurait donc plus alors « détournement des produits », mais quand même probablement « détournement » des terres (et de ce que l'on restitue au sol en matière organique quand on le cultive).

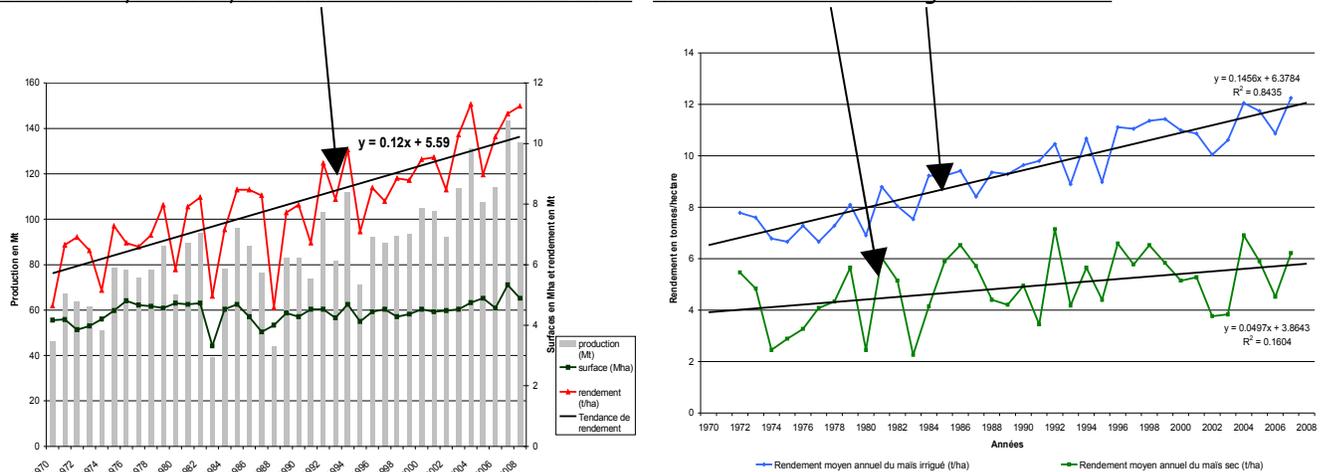
On devrait donc connaître en tendance longue une augmentation fluctuante des prix agricoles, sauf si survenaient, ce qui fait beaucoup de conditions :

- un freinage de la croissance des pays émergents,
- l'arrêt du développement des agrocarburants,
- l'accroissement du potentiel du nord de l'hémisphère nord « grâce » aux changements climatiques,
- une croissance importante de la productivité de la terre et du travail là où elles sont basses actuellement.

### A propos de rendements :

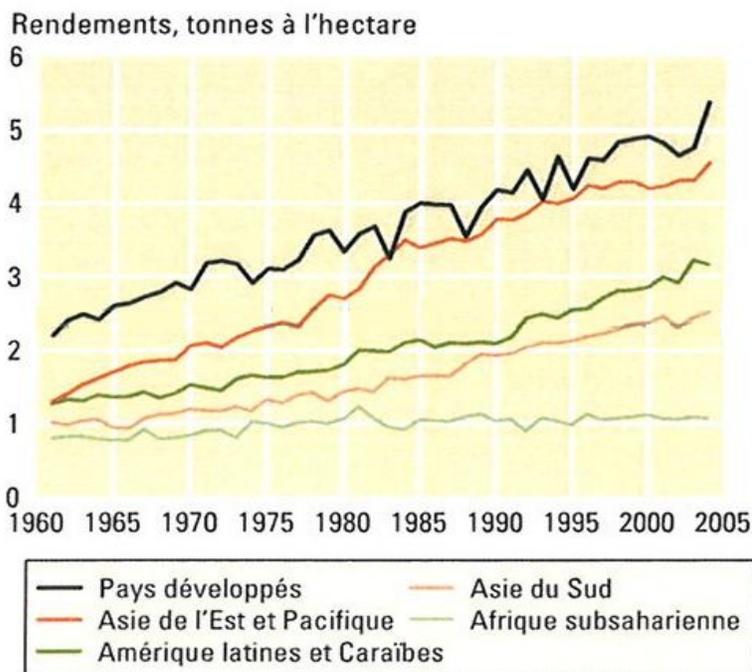
Est parfois évoqué un plafonnement des rendements. Il a pu être constaté dans certaines zones. Laissant de côté les modalités techniques et les conditions économiques d'obtention de ces rendements, voici cependant quelques données susceptibles de nuancer l'affirmation :

### Production, surface, rendement du maïs dans l'Illinois Rendements sec et irrigués au Kansas 1970-2008



Source : USDA-NASS in « États-Unis : potentiel de production du maïs à l'horizon 2018. Zoom sur le Kansas et l'Illinois », Alexis Clément et Benoît Pagès Mémoire de fin d'études, Isara-Lyon/Agrocampus Ouest/Arvalis - 2009

### écart entre les rendements céréaliers



In Rapport de la Banque  
Mondiale « L'agriculture au  
service du développement » –  
2008

Source : <http://faostat.fao.org>, consulté en juin 2007.

Si plafonnement il y a ce n'est semble-t-il encore pas partout, ce n'est pas globalement aux USA (effet des OGM ?), pas en Asie, pas en Amérique Latine, c'est plutôt en Afrique subsaharienne, là où précisément l'agriculture chimique n'a pas encore produit d'effets ....

### L'agriculture, enjeu de rudes négociations

Quoi qu'on pense des fondements idéologiques et économiques de l'OMC, elle est une des rares instances internationales potentiellement régulatrices. Schématiquement son rôle est de parvenir à un consensus multilatéral entre 153 états sur les règles du jeu du commerce international.

Elle n'y réussit quasiment plus depuis 1994, largement en raison de l'introduction des échanges agricoles dans le champ des accords. Ses détracteurs s'en réjouissent, mais cela n'a pas que des avantages puisqu'on assiste à l'explosion des accords bilatéraux qui sont peu compatibles avec une régulation internationale.

« (...) au début du XXIème siècle, il est pour le moins paradoxal de constater que le point d'achoppement principal des négociations économiques européennes et internationales soit encore l'agriculture. (...) Paradoxe pour un secteur économique (...) qui représente moins de 10 % des échanges mondiaux de marchandises (...) Depuis 30 ans, les échanges agricoles sont devenus le champ clos des rivalités entre les États-Unis et l'Europe (et surtout la France). Plus encore qu'en matière aéronautique avec le duel Boeing/Airbus, les guerres agricoles ont cristallisé le choc des ambitions, des impérialismes et même parfois des idéologies. Après le GATT, c'est dans l'enceinte de l'OMC que de conférences en conférences se heurtent Farm Act américain et PAC européenne. Depuis peu, ce débat entre pays développés s'est élargi à la dimension Nord-Sud, les pays en développement se refusant d'être victimes de politiques agricoles qui cassent les prix sur les marchés internationaux et n'ouvrant pas leurs marchés. »

Philippe Chalmin « L'agriculture demain : perspectives et propositions » in Perspectives agricoles en France et en Europe" CAE Documentation Française - 2007

Des ONG, des économistes, des ministres français, défendent l'idée d'une sortie des échanges agricoles du champ de l'OMC ou bien la reconnaissance à nouveau d'un statut particulier, ou bien encore la prise en compte d'autres critères : sociaux, environnementaux. On en est loin, car tel n'est pas le point de vue d'acteurs de poids de la scène internationale (le Brésil, l'Inde, les USA pour n'en citer que 3), ni même de tous les états membres de l'Union européenne. Les pays agro-exportateurs sont demandeurs de libéralisation, des pays pauvres agro-importateurs parfois aussi, de nombreux pays développés, y compris la France, voient un intérêt à l'ouverture des marchés tiers aux services notamment, ce qui est difficile à obtenir sans contreparties.

Or ce sont les états tous ensemble qui sont décideurs.

Au final, on ne voit pas poindre à l'horizon d'autre régulation internationale que celle de la loyauté des échanges commerciaux. Et encore faut-il souligner que les négociations du cycle de Doha, lancées en 2000 pour l'agriculture, devaient être terminées en 2004, puis 2005, puis 2006 ....

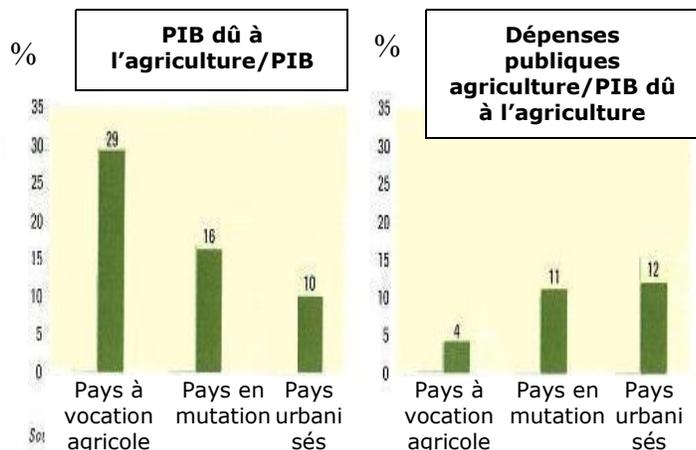
### **Au-delà des constats, des politiques agricoles au Sud ?**

Les diagnostics, les analyses, les groupes d'experts, les sommets, les déclarations, les rapports ne manquent pas. Un des derniers en date, le rapport de la Banque mondiale sur le développement, affirme qu'« il est temps de redonner à [l'agriculture] une place centrale dans le programme d'action en faveur du développement ». Il souligne en particulier

- que « l'agriculture a une capacité particulière de réduction de la pauvreté » :

« Les estimations effectuées à partir d'un échantillon de pays montrent que la croissance du PIB due à l'agriculture contribue au moins deux fois plus à réduire la pauvreté que la croissance du PIB due au secteur non agricole. En Chine, la croissance globale générée par l'agriculture a contribué, selon les estimations, 3,5 fois plus à réduire la pauvreté que la croissance due aux autres secteurs — et 2,7 plus en Amérique latine (...). Dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, l'agriculture est un instrument puissant pour entraîner la croissance, surmonter la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire. Il faut que sa productivité augmente. »

- que la part des dépenses publiques consacrée à l'agriculture est d'autant plus faible que les pays sont agricoles et pauvres, « les bailleurs de fonds et les pouvoirs publics donnant la priorité, dans leurs budgets, à la fourniture directe de produits alimentaires au détriment d'investissements sources de croissance et d'interventions permettant d'assurer la sécurité alimentaire par le biais d'une augmentation des revenus. »



Dans l'ensemble, après les excès des programmes d'ajustement structurel, beaucoup convergent, dont la Banque Mondiale et la FAO, sur certaines politiques et actions qu'il faudrait conduire : recherche/développement, formation, sécurisation des actes économiques, sécurisation de la propriété foncière, sécurisation tout court, infrastructures permettant aux paysans l'accès aux intrants et à la vente ... et ... « bonne gouvernance ».

Malheureusement insuffisamment de ressources y sont consacrées. Elles sont même en diminution.

« Nous ne détenons pas la clé de la fin de la pauvreté. Mais il est possible (...) d'améliorer la politique économique et sociale en essayant de nouvelles approches et en tirant les leçons de leurs succès et de leurs échecs. (...) Il n'est tout simplement pas possible d'isoler les mécanismes profonds de la croissance économique avec comme seules guides les expériences de croissance d'une centaine de pays (...). Le président Roosevelt, aux prises avec la crise économique en 1932, exprimait ainsi : « Adopter une méthode et la mettre à l'épreuve, cela relève du sens commun. Si ça rate, l'admettre et en essayer une autre. Mais avant tout, il faut tenter. »

Esther Duflo - Leçon inaugurale au Collège de France janvier 2009

Au plan scientifique et technique, on sait à la fois que la recherche doit investir intensivement de nombreux domaines (même si les débats sont parfois vifs, de l'agriculture biologique aux OGM, auxquels la Chine et l'Inde consacrent beaucoup d'énergie), et que des progrès accessibles sont identifiables (un peu d'engrais chimiques parfois par exemple ...), dès lors que les conditions socio-politico-économiques n'y sont pas défavorables. Mais « jamais une solution technique ne permettra de résoudre à elle seule le problème de la faim (...) on peut mourir de faim à côté d'entrepôts pleins. » Sylvie Brunel in « A qui profite le développement durable ? », 2008

Reste donc l'essentiel : les politiques économiques, de structures et de marché. Ce qui a été fait en Europe, aux USA, et ailleurs, peut donner des pistes – on ne parle pas ici des subventions aux exportations ! : sécuriser le foncier, stabiliser et garantir des prix suffisants aux producteurs, mettre en place des instruments d'intervention et de stockage, une certaine protection aux frontières (ce qui est tout à fait admis à l'OMC pour les Pays les Moins Avancés – PMA).

L'histoire économique et politique enseigne qu'on peut financer une politique agricole, soit à partir de fonds publics, soit en garantissant des prix plus élevés finalement acquittés par les clients de l'agriculture, soit évidemment par une combinaison des deux. Dans les pays les plus pauvres, ni l'un, ni l'autre ne sont possibles. Il faut alors compter sur des financements internationaux.

Mais le multilatéralisme est chose bien difficile. En cette matière comme dans la finance, l'environnement, la santé publique, le commerce, les États sont décideurs... Alors qui invitera les Africains à notre table ? Le Brésil ? Des milliardaires américains, Warren Buffet, Bill Gates ? L'Union Européenne puisque l'Afrique est à sa porte ?